



## NOTE D'INFORMATION

# Invertissons la tendance : le G20 doit enrayer la montée des inégalités en commençant par une réforme fiscale internationale plus juste

## Résumé

*Le fossé entre les grandes fortunes et le reste de la population est vertigineux et continue de se creuser. Les pays du G20 ne sont pas à l'abri.*

*Depuis que l'Australie a pris la présidence du G20, en 2013, la richesse totale des pays du G20 a augmenté de 17 000 milliards de dollars<sup>i</sup>, mais les 1 % les plus riches de sa population ont gagné 6 200 milliards de dollars, soit 36 % de l'ensemble de cette augmentation. En effet, au cours de l'année écoulée, les 1 % les plus riches de la population ont pris une part encore plus importante du gâteau dans la grande majorité des pays du G20<sup>ii</sup>. Ceux-ci n'en regroupent pas moins, encore aujourd'hui, plus de la moitié des personnes en situation de pauvreté dans le monde<sup>iii</sup>. **Le G20 ne peut pas se permettre d'ignorer le problème des inégalités.***

*Ces mêmes problèmes existent dans le monde entier. Sept personnes sur dix vivent dans un pays où les inégalités se sont aggravées au cours des trente dernières années<sup>iv</sup>, et un milliard de personnes vivent encore dans l'extrême pauvreté. Les inégalités extrêmes empêchent en outre des millions de personnes de sortir de la pauvreté<sup>v</sup>, ce qui engendre un cercle vicieux qu'il faut briser.*

*La crise d'Ebola est un exemple frappant de l'incidence des inégalités économiques et sociales croissantes. Le virus se propage en Afrique de l'Ouest car les pays touchés ne disposent pas d'infrastructures de santé suffisantes pour l'arrêter. Les dirigeants du G20 doivent veiller à mobiliser sans tarder toutes les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires pour endiguer l'épidémie, comme le préconise la Feuille de route pour la riposte au virus Ebola.*

*Malgré l'explosion des inégalités et ses effets délétères, les pays du G20 poursuivent des stratégies de croissance trop axées sur l'augmentation du PIB, alors qu'elles devraient viser une répartition plus équitable des richesses, laquelle réduirait les inégalités et améliorerait les conditions de vie des plus pauvres comme des plus riches. Les pays du G20 représentent environ 90 % du produit national brut mondial et 80 % du commerce mondial,*

ce qui leur confère une influence politique sans égale sur leur propre pays et sur le reste du monde. Leurs décisions ont des conséquences directes pour les pays les plus pauvres.

Le G20 doit respecter son engagement de **promouvoir une croissance inclusive**, qui nécessite de privilégier les stratégies réduisant le fossé entre les 40 % les plus pauvres et les plus riches.

**Une révision des règles internationales d'imposition des multinationales**, dans le cadre du projet « BEPS » de lutte contre l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices, mené par l'OCDE à la demande du G20, est l'une des priorités du G20 et un passage obligé pour régler le problème des inégalités. Le ministre australien des Finances, Joe Hockey, a déclaré que « la fraude et l'évasion fiscales [étaient] un problème international dont les effets sont parfois ressentis plus durement par les populations les plus pauvres dans les pays les plus pauvres ».

Oxfam partage ces préoccupations. Nos études montrent que l'évasion fiscale des entreprises et les allègements fiscaux qui leur sont accordés représenteraient pour les pays en développement un manque à gagner de plus de 100 milliards de dollars par an<sup>vi</sup>, ce qui correspond à près de quatre fois les financements nécessaires pour scolariser tous les enfants du monde<sup>vii</sup>.

Oxfam se réjouit des avancées réalisées pour réformer globalement l'imposition des entreprises, mais le projet BEPS ne traite pas de l'ensemble des problèmes fiscaux auxquels les pays en développement se trouvent confrontés. Il ne règle pas non plus tous les problèmes fondamentaux qui permettent actuellement aux multinationales de s'en tirer sans payer leur juste part d'impôt.

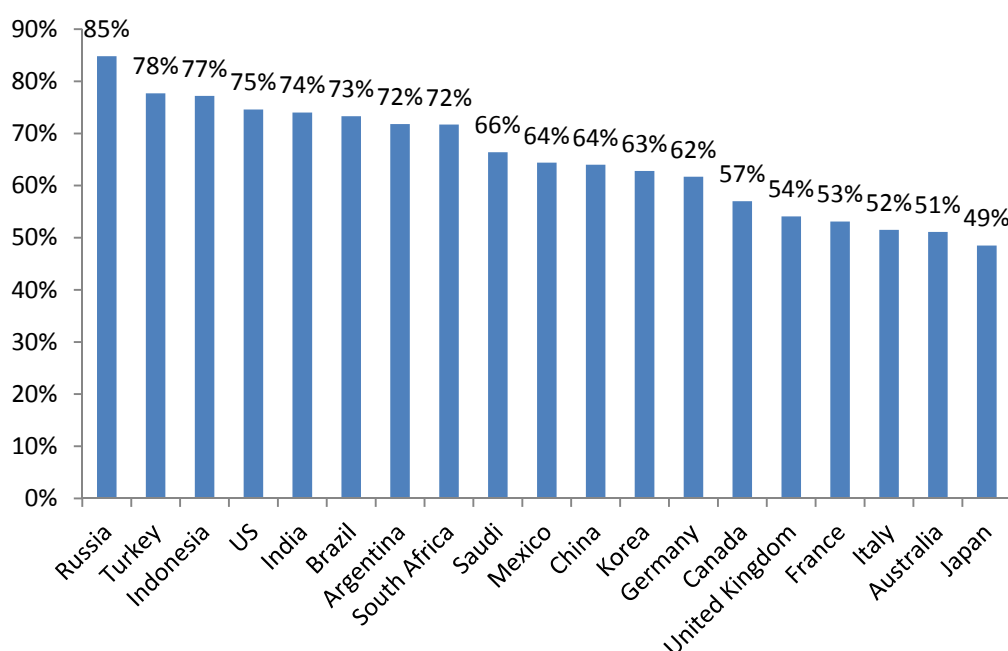
Le G20 doit avoir la volonté de **dépasser le cadre du projet BEPS de l'OCDE et de travailler avec l'ensemble des pays pour modifier en profondeur les règles fiscales internationales**, s'attaquant aux questions particulièrement importantes pour les pays en développement que sont notamment le principe d'imposition des entreprises à la source ou selon leur pays de résidence, la concurrence fiscale entre Etats et les répercussions des politiques fiscales nationales sur les autres pays. Il s'agit de réformes fondamentales et se contenter de simples retouches serait insuffisant.

Le G20 doit montrer qu'il a vraiment l'intention de réduire les inégalités en restant fidèle à son engagement en faveur de la croissance inclusive et en s'engageant à aller plus loin que les projets actuels de réforme fiscale, afin que le système soit au service du plus grand nombre, au lieu de privilégier les entreprises multinationales et les pays les plus riches.

## Les inégalités s'aggravent, y compris dans les pays du G20

Les inégalités – de patrimoine et de revenus – posent un problème qui devient pressant pour les pays du G20. Depuis que l'Australie a pris la présidence du G20, en 2013, la richesse totale des 20 pays les plus riches a augmenté de 17 000 milliards de dollars<sup>viii</sup>, mais les 1 % les plus riches de sa population ont gagné 6 200 milliards de dollars, soit 36 % de l'ensemble de cette augmentation. En effet, au cours de l'année écoulée, les 1 % les plus riches de la population ont pris une part encore plus importante du gâteau dans la grande majorité des pays du G20<sup>ix</sup>. Ceux-ci n'en regroupent pas moins, encore aujourd'hui, plus de la moitié des personnes en situation de pauvreté dans le monde<sup>x</sup>. Le G20 ne peut pas se permettre d'ignorer le problème des inégalités.

**Graphique : Part de la richesse nationale détenue par les 10 % les plus riches (en part du patrimoine) dans les pays du G20**



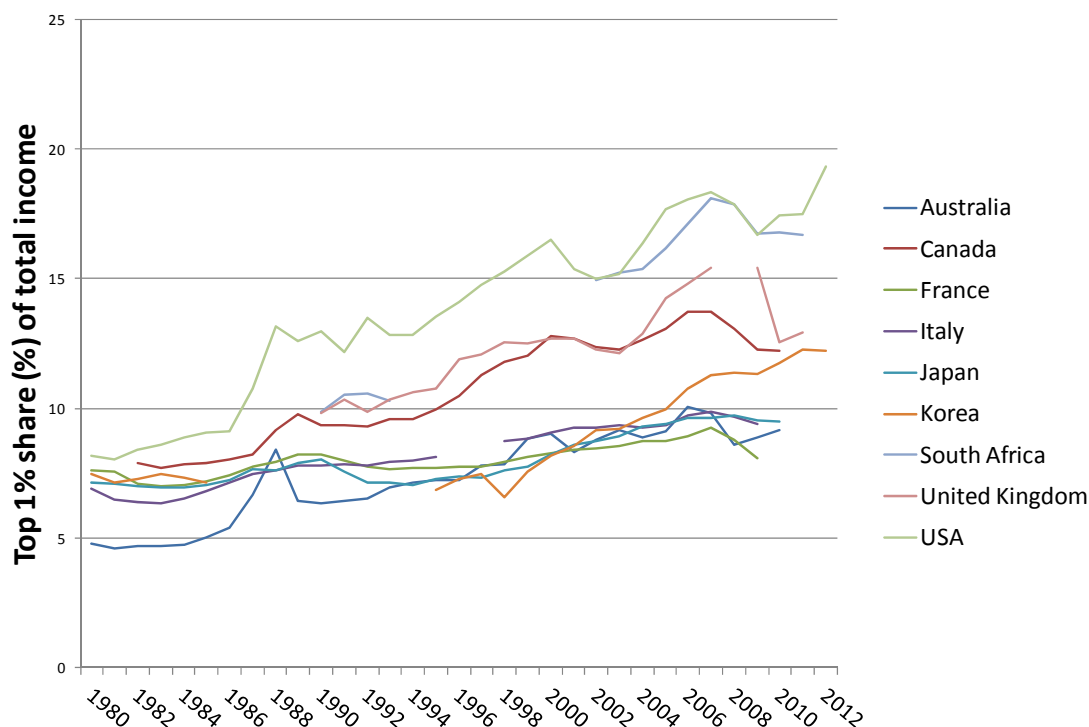
Source : Global Wealth Databook 2014, Credit Suisse

Liste des pays de gauche à droite : Russie, Turquie, Indonésie, États-Unis, Inde, Brésil, Argentine, Afrique du Sud, Arabie saoudite, Mexique, Chine, Corée, Allemagne, Canada, Royaume-Uni, France, Italie, Australie, Japon.

Dans l'ensemble des pays du G20, les inégalités de revenus affichent les mêmes tendances inquiétantes. Pour les neuf pays du G20 qui publient des données suffisantes, les 1 % les plus riches de la population (selon leurs revenus) ont considérablement augmenté leur part des revenus depuis 1980. En 1980, les 1 % percevant les revenus les plus élevés en Australie, l'un des pays les plus inégalitaires du G20 à l'époque, gagnaient 4,8 % du total des revenus du pays. En 2010, leur part du gâteau avait progressé de 4 % pour atteindre plus de 9 %. Aux États-Unis, les 1 % les plus riches gagnaient à peine plus de 8 % du total national des revenus en 1980 ; en 2012, leur part atteignait 19 %<sup>xi</sup>.

Le fossé grandissant entre les grandes fortunes et le reste de la population empêche des millions de personnes de sortir de la pauvreté. Une étude récente d'Oxfam a établi que, dans des pays comme le Kenya, l'Indonésie et l'Inde, une réduction des inégalités de revenus permettrait de sortir de la pauvreté des millions de personnes supplémentaires<sup>xii</sup>. Les inégalités entravent la croissance, corrompent la politique, ferment des perspectives et génèrent de l'instabilité<sup>xiii</sup>.

**Graphique : Part (en %) des 1 % les plus riches par rapport au total des revenus du pays**



Source : Calculs d'Oxfam à partir des données de « The World Top Incomes Database »

Pays de haut en bas : Australie, Canada, France, Italie, Japon, République de Corée, Afrique du Sud, Royaume-Uni, États-Unis

**Les pays du G20 doivent voir plus loin que l'augmentation du PIB. Ils doivent promouvoir une croissance inclusive qui permettra d'améliorer le niveau de vie du plus grand nombre, et pas seulement des plus riches**

La stabilité économique mondiale est une priorité urgente pour les dirigeants du G20. Toutefois, le gouvernement australien, qui a assumé la présidence du G20 en 2014, a refusé de réitérer l'engagement du Groupe des 20 en matière de croissance inclusive, et, jusqu'ici, n'a pas reconnu l'incidence des inégalités sur la croissance. Les institutions financières telles que le FMI, la Banque mondiale et l'OCDE, ainsi que de nombreux gouvernements du G20 dont la Turquie, pays hôte du prochain sommet, *reconnaissent* que cette question est une menace pour la croissance. Il est donc indispensable que cette année le débat sur la question des inégalités ne faiblisse pas ; le G20 doit s'engager à favoriser une croissance intelligente, en prenant des mesures spécifiques qui seront mises en œuvre et feront l'objet de rapports l'année prochaine.

Si les pays membres du G20 ne s'orientent pas vers des stratégies qui favorisent une croissance inclusive, ils risquent non seulement de saper les perspectives d'une croissance économique durable<sup>xiv</sup>, mais également d'ignorer l'injustice que représentent les inégalités sociales et économiques.

**Les inégalités extrêmes nuisent à la croissance et à l'instauration de sociétés démocratiques et solidaires.**<sup>xv</sup> Dans les pays qui connaissent des inégalités économiques

extrêmes, la croissance n'est pas soutenue et la croissance future est compromise.<sup>xvi</sup> Plus tôt cette année, le FMI a indiqué que ce serait une erreur de mettre l'accent sur la croissance et de laisser les inégalités se résoudre d'elles-mêmes, ne serait-ce que parce que la croissance qui en résulterait pourrait être « faible et intenable ».<sup>xvii</sup>

Les membres du G20 doivent s'engager à surveiller l'incidence de la croissance additionnelle chez les 40 % les plus pauvres et les 10 % les plus riches dans leurs pays respectifs et à combler l'écart. Promouvoir un tel objectif dans l'agenda développement post-2015 serait une première mesure facile à prendre pour chacun d'entre eux.

Jusqu'ici, le G20 n'a pas suffisamment accordé d'importance à la réduction des inégalités **entre les femmes et les hommes**. Dans les pays membres et non membres, les femmes gagnent moins que les hommes, assument la majeure partie du travail non rémunéré, sont surreprésentées dans les emplois à temps partiel et font l'objet d'une discrimination au sein de leur ménage, sur les marchés et au niveau institutionnel. À ce rythme, si la tendance actuelle se maintient, il faudra encore 75 ans pour que le principe de l'égalité des salaires devienne une réalité.<sup>xviii</sup> Des politiques doivent être élaborées pour éliminer les obstacles à l'égalité économique entre les femmes et les hommes.

L'annonce récente selon laquelle les dirigeants du G20 s'attaquent aux inégalités de genre en visant une cible de réduction de l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes de 25 % d'ici 2025 est assurément une première mesure bienvenue.

Pour que cette cible puisse être atteinte, elle devra être accompagnée de politiques sociales très audacieuses qui permettront, par exemple, d'assurer à toutes les mères et à toutes les familles, y compris les plus pauvres, l'accès à des services de garde d'enfant abordables.

Le G20 devra également prendre d'autres engagements, comme réduire le fossé salarial entre hommes et femmes, reconnaître le problème du travail non rémunéré des femmes en matière de prestations de soins et garantir une représentation politique égale ainsi que des salaires équitables sur le lieu de travail.

### **Les inégalités sociales et économiques croissantes sont également liées à l'épidémie d'Ebola.**

Jim Kim, président de la Banque mondiale et Dr Margaret Chan, directrice générale de l'Organisation mondiale de la santé, ont tous deux récemment évoqué le lien entre les inégalités et Ebola,<sup>xix</sup> Dr Chan ayant déclaré : « Les riches bénéficient des meilleurs soins possibles. Les pauvres sont condamnés à mourir... Depuis toujours, le virus Ebola est resté cantonné dans les pays africains pauvres. Les incitations à la recherche-développement sont quasi inexistantes. Un secteur d'activité axé sur le profit n'investit pas dans des produits destinés à des marchés qui ne peuvent pas payer. »<sup>xx</sup>

L'épidémie d'Ebola est une situation sans précédent qui exige l'attention de la communauté internationale. Au Libéria, au Sierra Leone et en Guinée, les familles et les communautés ont été déchirées, la méfiance et la peur se sont répandues et près de 4 000 enfants ont perdu un de leurs parents ou les deux.

En tant qu'acteurs de premier plan sur la scène économique et politique internationale, les dirigeants du G20 ont un rôle décisif à jouer dans les efforts mondiaux de lutte contre Ebola en Afrique occidentale. Cela doit se faire à la fois moyennant une mobilisation extraordinaire de ressources, d'efforts et de volonté politique, et à plus long terme, en affectant des fonds plus importants aux systèmes de santé dans certains des pays les plus pauvres, pour éviter que ce type de crise ne se reproduise.

Pour lutter contre les inégalités, les pays du G20 doivent également collaborer avec tous les pays pour mettre un terme au nivellement par le bas de l'impôt sur les sociétés, et aller au-delà du BEPS pour combler les lacunes du système fiscal mondial.

En 2013, le G20 a pris l'initiative bienvenue et tant attendue de s'engager à lutter contre l'évasion fiscale des sociétés en approuvant le Plan d'action de l'OCDE concernant l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (*Base Erosion and Profit Shifting - BEPS*). Nous reconnaissons également les autres initiatives de réforme du système fiscal mondial du G20, telles que la promotion d'un modèle d'échange automatique d'informations fiscales. Le G20 devrait soutenir une approche permettant aux pays en développement d'obtenir des renseignements fiscaux sans devoir rendre la pareille, le temps de renforcer leurs capacités dans ce domaine. Sinon, les économies les moins avancées se trouveront privées des avantages de la transparence sur les questions fiscales. Actuellement, seulement la moitié des pays membres du G20 se sont engagés à mettre en œuvre la nouvelle norme d'ici à 2017 et la position des principaux pays comme l'Inde, les États-Unis et la Suisse n'est pas encore claire. La décision consistant à échanger entre administrations fiscales les informations issues du reporting pays-par-pays par les multinationales est également une mesure positive. Ce reporting pays par pays devrait néanmoins être public, de sorte que les citoyens (et pas seulement les gouvernements) puissent savoir si les multinationales paient leur juste part d'impôt, garantissant ainsi une véritable transparence.

En dépit de ces progrès, la nécessité d'une réforme plus approfondie du système fiscal mondial se fait sentir, question qui jusqu'ici n'a pas été abordée par le G20 et l'OCDE. Certains problèmes ne sont pas suffisamment examinés, comme l'imposition des entreprises à la source par opposition à l'imposition dans le pays de résidence (à savoir où les bénéfices doivent être taxés : dans le pays où la société a sa résidence fiscale ou bien celui où elle génère ses revenus), la concurrence fiscale entre les pays (qui permet aux pays de réduire leur taux d'imposition ou de proposer des incitations fiscales pour attirer les investissements étrangers), et les effets de « répercussion », particulièrement dans les pays à faible revenu (incidence des règles et des pratiques fiscales d'un pays sur d'autres pays).

Ces questions revêtent une importance particulière pour les pays en développement. Les membres du G20 ont la responsabilité de s'assurer que les réformes fiscales servent les intérêts de tous les pays. Cela exige de dépasser le programme actuel des réformes fiscales pour entreprendre de réécrire les règles fiscales mondiales avec l'ensemble des pays (et pas seulement de les modifier en surface) dans un rapport égalitaire de partenariat, afin que les sociétés paient leur juste part d'impôts au service de l'intérêt général.

*Si nous voulons nous attaquer aux inégalités, les entreprises doivent payer leur juste part d'impôts.*

Les inégalités augmentent lorsque les lois fiscales sont injustes. Lorsque les entreprises paient moins d'impôts, leurs bénéfices augmentent, et ces bénéfices profitent massivement aux 10 % les plus riches, et plus particulièrement aux 1 %. Aux États-Unis, par exemple, environ 80 % des revenus des entreprises sont détenus par les ménages du quintile supérieur de l'échelle des revenus, et environ 50 % par les 1 % les plus riches.<sup>xxi</sup>

Les gouvernements compensent les manques à gagner en augmentant les impôts des couches moins aisées de la population. Ce procédé est particulièrement injuste car les entreprises dépendent « des biens publics » qui ont été financés par les impôts, comme par exemple les ressources humaines instruites et les professionnels de la santé, et les infrastructures, comme les routes et les ports.

Il est impossible de calculer la véritable ampleur des pertes financières que subissent l'ensemble des pays du fait que les impôts payés par les multinationales ne sont pas proportionnels à leurs véritables bénéfices. Les estimations prudentes des pertes fiscales potentielles se chiffrent néanmoins en milliards.

Les estimations des montants perdus par les pays en développement dû aux lacunes du système fiscal international sont variables. D'après les calculs récents d'Oxfam, les pays en développement perdent au moins 100 milliards de dollars US chaque année à cause de l'évasion fiscale des sociétés et des généreux avantages fiscaux accordés aux entreprises.<sup>xxii</sup> *Cette somme permettrait de financer près de quatre fois la scolarité de chaque enfant dans le monde.*<sup>xxiii</sup>

En 2012, au Sierra Leone, les mesures d'incitation fiscale dont bénéficiaient seulement six entreprises se chiffraient à 59 % du budget total du pays, soit plus de huit fois le budget national affecté à la santé et plus de sept fois le budget affecté à l'éducation.<sup>xxiv</sup>

C'est cependant l'un des pays où le virus Ebola se répand à un rythme terrifiant. Ce n'est pas une coïncidence si les pays où le virus mortel a le plus frappé sont parmi les plus pauvres au monde. La Sierra Leone, le Libéria et la Guinée sont classés parmi les 12 derniers pays sur l'Indice de développement humain et figurent parmi les moins bien lotis au monde en matière d'infrastructures de santé.

*La plupart des pays en développement ne sont pas invités à la table des discussions, où les règles internationales relatives à l'impôt sur les sociétés sont définies.*

Malgré l'importance des recettes fiscales provenant de l'impôt sur les sociétés pour les pays en développement, ces pays sont tenus à l'écart des principales négociations internationales sur la fiscalité. Même si le processus BEPS de l'OCDE, présenté comme la seule solution valable pour « réécrire les règles fiscales internationales », inclut les 44 pays qui représentent plus de 90% de l'économie mondiale,<sup>xxv</sup> **à ce jour les négociations BEPS n'ont pas inclus à égalité les gouvernements des pays en développement qui représentent plus d'un tiers de la population mondiale.**<sup>xxvi</sup>

Il est vrai que l'OCDE a pris des dispositions pour consulter les pays en développement dans le cadre du processus BEPS. Selon l'OCDE, plus de 80 pays en développement ont été consultés par le biais de quatre consultations régionales et de cinq forums thématiques mondiaux. L'OCDE, en collaboration avec les services régionaux de l'administration fiscale comme ATAF (Afrique) ou le CIAT (Amérique latine), a organisé en mars 2013 des consultations en Asie, en Amérique latine et en Afrique, et une quatrième série à Paris pour les pays francophones d'Afrique.

Toutefois, de nombreux représentants des pays en développement n'ont pas pu participer aux réunions ou ont signalé ne pas avoir accès à suffisamment d'informations pour pouvoir contribuer aux négociations de manière significative. De plus, on ne sait pas exactement dans quelle mesure les contributions des pays en développement ont été prises en compte par les groupes techniques chargés de l'exécution du processus BEPS. L'OCDE est soucieuse de soutenir les processus qui favorisent la participation entière et égale des pays non membres de l'OCDE et du G20 aux processus décisionnels. Nous saluons le fait que l'OECD ait reconnu que les efforts doivent être maintenus.

Pour pallier ce manque d'équilibre en termes de participation, l'OCDE prévoit de présenter avant la tenue du sommet une feuille de route qui permettra de renforcer la participation des pays en développement au processus de négociation BEPS.

Malgré ces efforts de représentation, **il n'en reste pas moins que les pays en développement ne sont pas des partenaires de négociation égaux** dans le processus BEPS. La faute n'incombe pas à l'OCDE puisque celle-ci n'est tenue de rendre compte qu'à

ses membres. De même, le G20 ne peut que représenter uniquement ses membres. Un processus de réforme légitime et représentatif est donc nécessaire pour traiter les autres aspects de la réforme fiscale mondiale. Un nombre croissant d'institutions et de pays reconnaissent ce problème, au même titre que d'autres préoccupations, et sont par conséquent en train de questionner le processus en cause.

Par exemple, au mois d'octobre 2014, un groupe de Ministres des finances des pays francophones à faible revenu a fait une déclaration publique. Elle portait sur la nécessité d'un processus de réforme de la fiscalité internationale plus légitime, qui s'attaque aux problèmes liés au système fiscal actuel qui contribuent le plus aux inégalités, à l'injustice et aux pertes de revenus pour les gouvernements. Le groupe a spécifiquement mentionné le problème de la concurrence fiscale soutenue.<sup>xxvii</sup>

La proposition soumise par l'Inde au mois d'août 2014 au comité fiscal des Nations unies énonçait : « L'Inde a le sentiment que dans la plupart des discussions et des décisions de l'OCDE, les véritables questions sont mises sous le tapis et que l'on cherche à résoudre les plus superficielles. »<sup>xxviii</sup>

Au mois de septembre, la conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) indiquait que « l'économie mondiale actuelle encourage la concurrence fiscale entre les pays et que jusqu'à présent, l'architecture fiscale internationale n'est pas parvenue à s'adapter à cette réalité, ce qui entraîne une perte massive de revenus publics ». <sup>xxix</sup>

De plus, au mois de septembre, les représentants du FMI ont déclaré : « Il est à présent important de reconnaître qu'au-delà des initiatives actuelles, aussi importantes soient-elles, il reste des questions plus profondes non résolues, auxquelles nous avons à peine commencé à nous attaquer. »<sup>xxx</sup>

*Les pays du G20 doivent accepter qu'un programme plus vaste et plus ambitieux s'impose au-delà du Plan d'action BEPS afin de rédiger, en collaboration avec tous les pays, des règles en matière d'impôt sur les sociétés qui serviront l'intérêt général.*

Toutes les solutions proposées jusqu'ici par le biais du processus BEPS de l'OCDE sont basées sur le système fiscal international déjà existant et le renforcent. Citons par exemple le principe du prix de pleine concurrence (qui permet aux multinationales de traiter leurs filiales comme des entités distinctes, leur permettant ainsi de transférer les bénéfices entre elles) et le système de conventions fiscales qui privilégie les « pays de résidence » (généralement les pays riches) par rapport aux « pays sources » (généralement les pays pauvres).<sup>xxxi</sup>

Le système fiscal international déficient et le nivellement par le bas des taux de l'impôt sur les sociétés sont des problèmes bien plus importants que les questions abordées par le BEPS. En d'autres termes, la rhétorique de l'OCDE et des Ministres des finances du G20, lors de la réunion des ministres des Finances au mois de septembre (qui visait à examiner de quelle manière la question de la réforme fiscale est véritablement traitée), ne correspond pas à la réalité.

Il est grand temps que le G20 reconnaisse que le processus BEPS de l'OCDE ne fournira pas à lui seul toutes les solutions, et qu'il s'applique à investir dans un processus complémentaire de réforme mondiale de la fiscalité des entreprises qui permettra d'obtenir les résultats voulus. Une réforme qui s'engage à réexaminer de fond en comble le système fiscal international et les alternatives possibles au système actuel. Et une réforme où les pays en développement joueront à égalité un rôle décisif pour établir des règles qui serviront l'intérêt de tous.



## Les demandes d'Oxfam au G20 :

- Qu'il reconnaisse les inégalités comme un problème majeur à l'échelle mondiale, qui exige que des mesures soient prises dans le cadre du Plan d'action de Brisbane ; qu'il s'engage à s'attaquer aux inégalités et à promouvoir des politiques de croissance inclusives, équitables et durables ;
- Qu'il mène la lutte contre l'évasion fiscale des multinationales à son terme, en allant au-delà de la réforme fiscale internationale en cours afin de promouvoir la participation de tous les pays en développement aux prises de décision, et en élargissant la portée des négociations sur la fiscalité pour inclure un système de reporting pays par pays accessible au public, un modèle d'échange automatique d'informations non-réciproque, des exigences en matière de transparence des industries extractives et des registres publics des bénéficiaires effectifs des entreprises et trusts ;
- Qu'il reconnaisse le rôle que les inégalités sociales et économiques croissantes ont joué dans l'épidémie d'Ebola, et qu'il s'engage à la fois à élargir la réponse à la crise pour réduire la propagation de la maladie et à investir dans des services de santé publique de qualité pour éviter que de telles crises ne se reproduisent ;
- Qu'il s'engage de manière plus soutenue à réduire les inégalités hommes-femmes, en réduisant le fossé salarial entre les hommes et les femmes, en reconnaissant le problème du travail non rémunéré des femmes en matière de prestations de soins, et en garantissant une représentation politique équitable et des salaires équitables sur le lieu de travail.

### Présence d'expert-e-s d'Oxfam lors du sommet

Des expert-e-s d'Oxfam sont disponibles pour des interviews lors du sommet de Brisbane en anglais, espagnol, français et turc, en Australie ou par téléphone.

### Contacts presse sur place :

Laurelle Keough : +61 (0) 425 701 801 [laurellek@oxfam.org.au](mailto:laurellek@oxfam.org.au)

Angus Hohenboken : +61 (0) 428 367 318 [angush@oxfam.org.au](mailto:angush@oxfam.org.au)

À partir du 14 novembre 2014 : Caroline Hooper-Box : +1 202 321 2967 +61 400 540 704  
[caroline.hooper-box@oxfaminternational.org](mailto:caroline.hooper-box@oxfaminternational.org)

## Oxfam [www.oxfam.org](http://www.oxfam.org)

Oxfam est une confédération internationale de 17 organisations qui travaillent en réseau dans 92 pays : Oxfam Allemagne ([www.oxfam.de](http://www.oxfam.de)), Oxfam Amérique ([www.oxfamamerica.org](http://www.oxfamamerica.org)), Oxfam Australie ([www.oxfam.org.au](http://www.oxfam.org.au)), Oxfam-en-Belgique ([www.oxfamsol.be](http://www.oxfamsol.be)), Oxfam Canada ([www.oxfam.ca](http://www.oxfam.ca)), Oxfam France ([www.oxfamfrance.org](http://www.oxfamfrance.org)), Oxfam GB ([www.oxfam.org.uk](http://www.oxfam.org.uk)), Oxfam Hong Kong ([www.oxfam.org.hk](http://www.oxfam.org.hk)), Oxfam Inde ([www.oxfamindia.org](http://www.oxfamindia.org)), Intermón Oxfam ([www.intermonoxfam.org](http://www.intermonoxfam.org)), Oxfam Irlande ([www.oxfamireland.org](http://www.oxfamireland.org)), Oxfam Italie ([www.oxfamitalia.org](http://www.oxfamitalia.org)), Oxfam Japon ([www.oxfam.jp](http://www.oxfam.jp)), Oxfam Mexique ([www.oxfammexico.org](http://www.oxfammexico.org)), Oxfam Nouvelle-Zélande ([www.oxfam.org.nz](http://www.oxfam.org.nz)), Oxfam Novib ([www.oxfamnovib.nl](http://www.oxfamnovib.nl)) et Oxfam Quebec ([www.oxfam.qc.ca](http://www.oxfam.qc.ca)).

---

<sup>i</sup> Données de mi-2013 à mi-2014 en dollars américains courants

<sup>ii</sup> Dans 15 des 19 pays du G20, la part de la richesse nationale détenue par les 1 % les plus riches de la population adulte a augmenté entre 2013 et 2014 : Afrique du Sud, Allemagne, Argentine, Australie, Brésil, Chine, Corée, France, Inde, Indonésie, Italie, Mexique, Royaume-Uni, Russie, Turquie. Dans ces 15 pays, la part des 1 % les plus riches a augmenté de près de 3% en moyenne. Les pays qui ont enregistré les augmentations les plus importantes sont l'Indonésie (7 %), la Russie (3,9 %) et l'Argentine (3,7 %). La part des 1 % les plus

---

riches a diminué dans 4 pays du G20 : de 0,1 % au Canada, au Japon et aux États-Unis, et de 1,6 % en Arabie saoudite.

iii Analyse d'Oxfam à partir des Indicateurs du développement dans le monde de 2010/2011 (dernières données disponibles) : % de la population disposant de moins de 2 dollars par jour. Les pays du G20 regroupent environ 53 % de la population mondiale disposant de moins de deux dollars pour jour en 2010/2011.

iv Oxfam International (2014), « À égalité ! Il est temps de réduire les inégalités extrêmes », p. 25

v Oxfam, rapport « À égalité ! »

vi Ce total de 100 milliards de dollars est le résultat de deux calculs. Le premier est l'estimation du « déficit de l'impôt sur les sociétés » dans les pays en développement (selon la définition de la Banque mondiale, c'est-à-dire les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire) : 49,8 milliards de dollars, selon les nouvelles données de l'*ICTD Government Revenue Dataset*. Cette estimation suppose un déficit (la différence entre les recettes fiscales réelles et escomptées) de 22 % du fait de l'évasion et de la fraude fiscales des entreprises, calculé selon la méthodologie présentée dans le document suivant :

[http://www.actionaid.org.uk/sites/default/files/doc\\_lib/post\\_2015\\_-\\_tax.pdf](http://www.actionaid.org.uk/sites/default/files/doc_lib/post_2015_-_tax.pdf). Le deuxième est le montant des recettes fiscales auxquelles les États ont renoncé en accordant des allègements fiscaux : 55 milliards de dollars, selon les nouvelles données de l'*ICTD Government Revenue Dataset* et la méthodologie qui avait permis d'estimer que les recettes sacrifiées (« Estimated revenue foregone through corporate income tax exemptions ») représentent 24 % des recettes de l'impôt sur les sociétés, dans le document suivant : [http://www.actionaid.org/sites/files/actionaid/give\\_us\\_a\\_break\\_-\\_how\\_big\\_companies\\_are\\_getting\\_tax\\_free\\_deals\\_2.pdf](http://www.actionaid.org/sites/files/actionaid/give_us_a_break_-_how_big_companies_are_getting_tax_free_deals_2.pdf)

vii Selon l'Unesco, il manque actuellement 26 milliards de dollars par an pour assurer une éducation de base universelle. Voir Unesco (2014) « Enseigner et apprendre : atteindre la qualité pour tous », Rapport mondial de suivi sur l'EPT, <http://unesdoc.unesco.org/images/0022/002261/226157f.pdf>

viii Données de mi-2013 à mi-2014 en dollars américains courants

ix Dans 15 des 19 pays du G20, la part de la richesse nationale détenue par les 1 % les plus riches de la population adulte a augmenté entre 2013 et 2014 : Afrique du Sud, Allemagne, Argentine, Australie, Brésil, Chine, Corée, France, Inde, Indonésie, Italie, Mexique, Royaume-Uni, Russie, Turquie. Dans ces 15 pays, la part des 1 % les plus riches a augmenté de près de 3% en moyenne. Les pays qui ont enregistré les augmentations les plus importantes sont l'Indonésie (7 %), la Russie (3,9 %) et l'Argentine (3,7 %). La part des 1 % les plus riches a diminué dans 4 pays du G20 : de 0,1 % au Canada, au Japon et aux États-Unis, et de 1,6 % en Arabie saoudite.

x Analyse d'Oxfam à partir des Indicateurs du développement dans le monde de 2010/2011 (dernières données disponibles) : % de la population disposant de moins de 2 dollars par jour. Les pays du G20 regroupent environ 53 % de la population mondiale disposant de moins de deux dollars pour jour en 2010/2011.

xi Calculs d'Oxfam à partir des données de « The World Top Incomes Database »

xii Oxfam, rapport « À égalité ! »

xiii Oxfam, rapport « À égalité ! »

xiv La mesure du PIB seul ne tient pas non plus compte des coûts liés au changement climatique, qui se font déjà ressentir de façon disproportionnée par les populations les plus pauvres et les plus vulnérables dans le monde. Et une grande partie de cette croissance se fera souvent aux dépens du climat, jusqu'à ce que des politiques adéquates soient mises en place pour inciter les pollueurs à payer en fonction de leurs émissions grâce à un juste prix du carbone. Pour les documents récents d'Oxfam sur le changement climatique et la faim, et sur la nécessité pour l'UE de mener des politiques climatiques rigoureuses, voir

[http://www.oxfam.org/en/grow/research/hot-and-hungry?utm\\_source=oxf.am&utm\\_medium=KwN&utm\\_content=redirect](http://www.oxfam.org/en/grow/research/hot-and-hungry?utm_source=oxf.am&utm_medium=KwN&utm_content=redirect) et <http://www.oxfam.org/en/grow/policy/eu-2030-energy-and-climate-change-package>

xv Oxfam, rapport À ÉGALITÉ ! [http://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/file\\_attachments/cr-even-it-up-extreme-inequality-291014-fr.pdf](http://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/file_attachments/cr-even-it-up-extreme-inequality-291014-fr.pdf)

xvi Oxfam, rapport À ÉGALITÉ ! [http://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/file\\_attachments/cr-even-it-up-extreme-inequality-291014-fr.pdf](http://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/file_attachments/cr-even-it-up-extreme-inequality-291014-fr.pdf)

xvii <http://www.imf.org/external/pubs/ft/sdn/2014/sdn1402.pdf>

xviii <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/the-g20-and-gender-equality-how-the-g20-can-advance-womens-rights-in-employment-322808>

xix [http://www.huffingtonpost.com/jim-yong-kim/the-fight-against-ebola-i\\_b\\_5938716.html](http://www.huffingtonpost.com/jim-yong-kim/the-fight-against-ebola-i_b_5938716.html)

xx <http://www.euro.who.int/fr/about-us/governance/regional-committee-for-europe/64th-session/speeches-and-presentations/address-by-dr-margaret-chan,-director-general-of-who>

xxi Congressional Budget Office, The Distribution of Household Income and Federal Taxes, 2010 : <http://cbo.gov/publication/44604>

---

<sup>xxii</sup> Basé sur un « manque à gagner fiscal » estimé à 49,8 milliards de dollars US dans l'ensemble des pays en développement (à revenu faible et intermédiaire, selon la définition de la Banque mondiale), à l'aide de nouvelles données sur les recettes fiscales des sociétés de l'ICTD Government Revenue Dataset. En se fondant sur la méthodologie présentée ici : [http://www.actionaid.org.uk/sites/default/files/doc\\_lib/post\\_2015\\_-\\_tax.pdf](http://www.actionaid.org.uk/sites/default/files/doc_lib/post_2015_-_tax.pdf) en raison de la fraude et de l'évasion fiscale le manque à gagner fiscal serait de 22 % dans les pays en développement (soit la différence entre les recettes fiscales réellement perçues et les recettes fiscales prévues). Cela comprend également 55 milliards de dollars US de recettes sacrifiées dû aux allègements fiscaux. Estimation obtenue à l'aide de nouvelles données sur l'impôt sur le revenu des sociétés extraites de la même base de données d'ICTD, en se fondant sur la méthodologie des 24 % de recettes provenant de l'impôt sur les sociétés dans « le manque à gagner dû aux exonérations d'impôts » que vous trouverez ici : [http://www.actionaid.org/sites/files/actionaid/give\\_us\\_a\\_break\\_-\\_how\\_big\\_companies\\_are\\_getting\\_tax-free\\_deals\\_2.pdf](http://www.actionaid.org/sites/files/actionaid/give_us_a_break_-_how_big_companies_are_getting_tax-free_deals_2.pdf)

<sup>xxiii</sup> D'après l'UNESCO, l'écart de financement annuel actuel pour garantir l'accès universel à l'éducation de base est de 26 milliards de dollars US par an ; voir « Enseigner et apprendre : Atteindre la qualité pour tous », Rapport mondial de suivi sur l'EPT, UNESCO (2014), <http://unesdoc.unesco.org/images/0022/002261/226157f.pdf>

<sup>xxiv</sup> M. Curtis (2014), « Losing Out: Sierra Leone's massive revenue losses from tax incentives », Christian Aid, <http://www.christianaid.org.uk/images/Sierra-Leone-Report-tax-incentives-080414.pdf>

<sup>xxv</sup> <http://www.theguardian.com/money/2014/sep/16/international-tax-rule-updates-g20-countries>

<sup>xxvi</sup> Le processus BEPS inclut 44 pays, qui sont les 34 pays membres actuels de l'OCDE, plus les pays du G20 non membres de l'OCDE. La population des pays non représentée par ces 44 pays équivaut à 35% de la population mondiale.

<sup>xxvii</sup> [http://www.francophonie.org/IMG/pdf/minmeet\\_washington\\_oct2014\\_press\\_note\\_en.pdf](http://www.francophonie.org/IMG/pdf/minmeet_washington_oct2014_press_note_en.pdf)

<sup>xxviii</sup> [http://www.un.org/esa/ffd/tax/Beps/CommentsIndia\\_BEPS.pdf](http://www.un.org/esa/ffd/tax/Beps/CommentsIndia_BEPS.pdf)

<sup>xxix</sup> [http://unctad.org/en/PublicationsLibrary/tdr2014\\_en.pdf](http://unctad.org/en/PublicationsLibrary/tdr2014_en.pdf)

<sup>xxx</sup> Ruud de Mooij, Michael Keen, Victoria Perry (FMI), 14 septembre 2014.

<http://www.imf.org/external/np/sec/pr/2014/pr14303.htm> <http://www.voxeu.org/article/fixing-international-corporate-taxation>

<sup>xxxi</sup> Comme le précisait un document d'Action Aid de septembre 2014, l'imposition dans le pays de résidence consiste à prélever l'impôt dans le pays où la personne/la société qui gagne l'argent est basée pour des raisons juridiques, et l'imposition à la source consiste à prélever l'impôt dans le pays où l'argent est gagné. Ce système crée une tension naturelle entre les intérêts des pays où la plupart des multinationales ont leur siège (généralement dans les pays riches) et les pays sources (souvent les pays en développement). S'attaquer au problème de déséquilibre actuel entre le droit d'imposition à la source et dans le pays de résidence serait donc très bénéfique pour les pays en développement.